

INTERVIEW DE MICHEL MILLARES

Mercredi 6 MARS 2019

BIOHEC-LIFE est un projet d'économie circulaire, financé par le programme LIFE de l'Union européenne, dans le sous-programme d'action pour le climat. Ce projet vise à développer une filière d'économie sociale fondée sur le recours aux huiles alimentaires usagées (HAU) pour la production de carburant respectueux de l'environnement. Il a été lancé en mars 2017.

Michel Millares, le président de GECCO, l'entreprise coordinatrice du projet, a accepté de répondre à nos questions afin de nous expliquer les enjeux du projet dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique.

1. EN QUOI CE PROJET CONTRIBUE-T-IL À LUTTER CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ?

Le projet vise à valider techniquement et économiquement une filière de biodiesel de seconde génération 100% issu de ressources renouvelables, produit à partir d'un déchet et réduisant de 93% les émissions de gaz à effets de serre par rapport au gazole. La mise en œuvre de cette filière en Europe contribuera à l'atteinte des objectifs européens de réduction de gaz à effet de serre dans les transports.

2. SELON VOUS, COMMENT DOIT S'OPÉRER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE FRANÇAISE ET EUROPÉENNE, NOTAMMENT EN MATIÈRE DE FINANCEMENT ET DE RÉGLEMENTATION DES ALTERNATIVES ? QUELLES SONT LES PRIORITÉS ÉNERGÉTIQUES SUR LESQUELLES L'UNION EUROPÉENNE DOIT APPORTER SON ATTENTION CES PROCHAINES ANNÉES ?

La transition énergétique doit être obtenue en actionnant 3 leviers :

- Tout d'abord par la **sobriété** : réduire les besoins en énergie en évitant les consommations inutiles.
- Ensuite par l'**efficacité énergétique** : faire autant ou plus avec autant d'énergie (transport public, covoiturage, appareils moins consommateurs...).
- Enfin viennent les **énergies renouvelables**. Celles-ci doivent composer un mix, variable selon les territoires et ses spécificités en termes de ressources (ensoleillement, vent, marées, déchets...). Nous ne devons plus axer seulement sur une seule source d'énergie, afin de nous permettre d'être flexibles et adaptables. Les

règlementations, financements et défiscalisations doivent favoriser les énergies ayant, sur leur cycle de vie, les taux les plus importants de réduction de gaz à effets de serre mais aussi les taux les plus faibles d'utilisation d'énergies non renouvelables et d'impacts sur l'air, l'eau, les sols et la santé.

Les mesures doivent permettre de rendre les énergies renouvelables compétitives par rapport aux énergies fossiles pour permettre de concrétiser la transition.

3. DANS LE CONTEXTE ACTUEL DU MOUVEMENT DES GILETS JAUNES ET DES REVENDICATIONS SOCIALES QU'IL DÉFEND, COMMENT CONCEVEZ-VOUS LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE QUI INTÈGRE À LA FOIS LES CONSIDÉRATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES ?

Cette question dépasse très largement le sujet des énergies renouvelables et de leur prix, mais nécessite une vraie démarche de transition de société. Il s'agit de déconnecter le développement économique de la consommation de matières, de favoriser les produits durables (longue durée de vie, réparabilité...) et créateurs d'emplois locaux, de permettre aux citoyens d'être conscients et de pouvoir choisir les produits et services les plus durables et d'y avoir accès (techniquement et économiquement). La transition doit prendre en compte les problématiques d'accès au logement, de mobilité, de développement local et éviter de poursuivre le mouvement de concentration des populations dans des zones urbaines de plus en plus denses et de désertification des zones rurales.